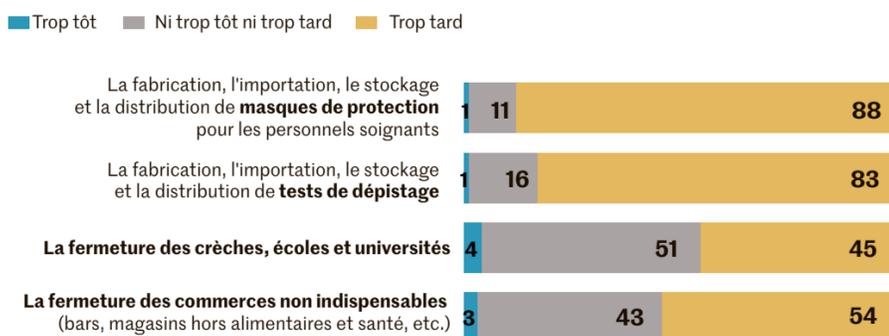


Macron face au mur de l'opinion publique

D'abord soutenu, le gouvernement voit sa cote de confiance s'éroder, selon une enquête Ipsos pour le Cevipof

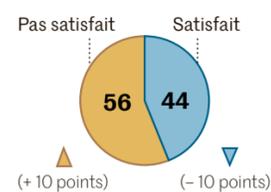
« Vous diriez que pour les mesures suivantes le gouvernement a agi trop tôt ou trop tard ? »



« Voici une série de mesures appliquées dans certains pays contre la propagation du coronavirus, y êtes-vous favorable ou non ? »



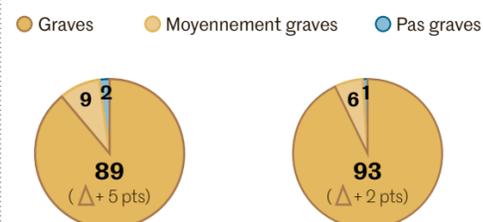
« Etes-vous satisfait de la manière dont le gouvernement gère le dossier du Covid-19 ? »



(Evolution par rapport aux résultats du sondage des 16 et 17 mars)

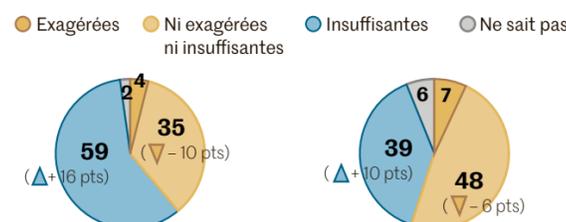
« Les conséquences de l'épidémie de Covid-19 sur... »

...la **santé en France** sont aujourd'hui... ?

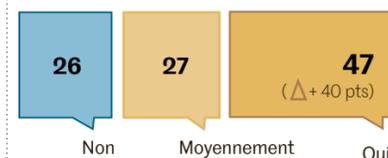


« Les mesures prises par le président de la République et son gouvernement pour protéger... »

...la **santé des Français** sont... ?



« Epreuvez-vous de la **colère** quand vous pensez à la manière dont le président de la République et son gouvernement se sont occupés du dossier du Covid-19 ? »



* L'ensemble des résultats de ce sondage sont exprimés en %. Enquête de l'institut Ipsos-Sopra Steria pour le Cevipof réalisée les 24, 25 et 26 mars sur un échantillon de 1 999 personnes, constitué selon la méthode des quotas.

Infographie : Le Monde • Source : Ipsos

En temps de guerre, le moral des populations civiles compte autant, si ce n'est plus, que celui des troupes envoyées au front. Mais il ne suffit pas de répéter « *Courage, on les aura!* », comme le général Pétain à Verdun, pour le maintenir au beau fixe. « *On les aura, mais quand?* », lui répondaient les Français restés à l'arrière.

Emmanuel Macron sait que le soutien ou non de l'opinion publique va s'avérer crucial dans sa « guerre » contre l'épidémie due au coronavirus. « *Nous nous installons dans une crise qui va durer, il va falloir tenir* », a reconnu, vendredi 27 mars, le premier ministre, Édouard Philippe, qui a annoncé la prolongation du confinement jusqu'au 15 avril « au moins ».

Comment, dès lors, faire accepter aux Français de rester chez eux pendant encore plusieurs semaines? « *C'est la vraie question, souligne un conseiller de l'exécutif. On ne le voit pas encore, mais certains de nos concitoyens sont au bord de la rupture psychologique, ou dans des situations matérielles extrêmement difficiles.* »

« *L'exécutif doit garder le lien de confiance le plus haut possible avec*

la population pour que celle-ci respecte les consignes de confinement, au prix d'une restriction des libertés », abonde Guillaume Chiche, député (La République en marche, LRM) des Deux-Sèvres.

« **Erreur de communication** »

Or, force est de constater qu'une rupture s'est opérée depuis quelques jours. D'abord soutenu à un haut niveau par les Français, le gouvernement voit aujourd'hui sa cote de confiance s'éroder. Selon une enquête Ipsos pour le Cevipof, que *Le Monde* a pu consulter en exclusivité, l'exécutif a perdu 10 points pour ce qui est de la perception de sa gestion de la crise sanitaire : 56 % des personnes interrogées s'en disent insatisfaites, contre 46 % une semaine plus tôt.

De même, les mesures mises en place pour lutter contre l'épidémie sont jugées insuffisantes par 59 % des sondés, contre 43 % dans la précédente enquête réalisée par l'institut. « *Les niveaux d'inquiétude sont extraordinairement élevés. C'est la clé de tout, note Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos. Cela engendre des demandes d'accroissement des mesures qui sont prises, les*

Les mesures sont jugées insuffisantes par 59% des sondés, contre 43% une semaine plus tôt

Français trouvent que le gouvernement n'en fait pas assez. Soixante-dix-neuf pour cent d'entre eux disent que l'exécutif a trop tardé à prendre des mesures. »

Le manque de masques et de tests de dépistage du SARS-CoV-2 figure au premier plan des griefs. « *Le gouvernement a commis une erreur de communication en ne reconnaissant pas clairement qu'il y avait un manque de masques, estime un élu macroniste. Il aurait mieux fallu assumer de dire aux policiers qu'on n'en avait pas pour eux car on voulait les donner en priorité aux soignants. Répéter que les masques ne servaient à rien, alors que ce n'est pas vrai, entache la crédibilité de la parole publique.* »

Les difficultés à mettre en œuvre certaines mesures d'urgence économiques, comme le

chômage partiel, pèsent aussi dans la balance. « *A situation exceptionnelle, inquiétude exceptionnelle, et résolument humaine, convient Olivia Grégoire, députée (LRM) de Paris. Je comprends qu'il y ait une chute relative dans l'opinion, car il faut le temps que les mesures deviennent opérantes, mais le gouvernement se caractérise par beaucoup d'agilité, il est prêt et ouvert à améliorer les dispositifs si besoin.* »

Coups de boutoir de l'opposition

Selon certains macronistes, cette mauvaise séquence serait aussi due aux coups de boutoir de l'opposition, qui ne s'est pas rangée, pour partie, à l'union nationale souhaitée par le pouvoir. « *Je vois dans notre pays les facteurs de division, les doutes, toutes celles et ceux qui voudraient aujourd'hui fracturer le pays, alors que nous ne devons avoir qu'une obsession : être unis pour combattre le virus* », a martelé le chef de l'Etat lors d'un déplacement à Mulhouse (Haut-Rhin), mercredi.

Le délégué général de LRM, Stanislas Guerini, enfonce le clou en dénonçant « *l'irresponsabilité de certains membres de l'opposi-*

tion ». « *Alors que l'exécutif fait le maximum pour sauver des vies, des élus de l'opposition jouent avec les peurs et sont déjà dans une logique de préparer une commission d'enquête parlementaire pour régler des comptes. Sur le terrain, certains d'entre eux posent déjà des questions aux préfets dans l'espoir de mettre le gouvernement en contradiction demain... C'est une attitude dommageable et dangereuse en termes d'action publique car cela empêche l'action de ceux qui agissent* », estime le patron des marcheurs.

Pour l'heure, en tout cas, cela ne fait pas bouger d'un iota le consentement au confinement, plébiscité par les Français. « *L'acceptation du confinement est immense, là-dessus il y a un consensus massif, rappelle Brice Teinturier. Ils demandent à ce qu'on fasse des contrôles.* »

Ces derniers jours, le gouvernement a semblé articuler des injonctions contradictoires, entre le mot d'ordre « *restez chez vous* » et la nécessité de ne pas stopper l'activité économique. « *Le confinement total n'est pas réaliste, il faut que les gens se nourrissent et qu'il y ait un appareil productif, relève un*

conseiller de l'exécutif. *Mais les Français aiment les sujets binaires, pour pouvoir mieux les critiquer.* »

« *Il peut y avoir des doutes, de l'inquiétude, alimentés par les oppositions et les comploteurs de tout poil, qui instrumentalisent la crise pour affaiblir le gouvernement. Mais les Français en connaissent maintenant la gravité et ne tombent pas dans le piège* », veut croire Pierre-Alexandre Anglade, porte-parole du groupe LRM à l'Assemblée nationale.

Reste à maintenir de l'espoir dans cette crise promise pour durer. « *S'il veut garder le soutien de l'opinion, Emmanuel Macron ne pourra pas se contenter d'appeler à la mobilisation générale. Il faut aussi qu'il donne de l'espoir, qu'il montre le bout du tunnel, qu'il réintroduise de la joie de vivre* », estime Gaspard Gantzer, ancien conseiller en communication de François Hollande, qui suggère par exemple d'« *annoncer dès maintenant que des soignants défilent sur les Champs-Élysées le 14 juillet* ». Où ils pourront crier : « *On l'a eu!* » ■

OLIVIER FAYE, ALEXANDRE LEMARÉ ET CÉDRIC PIETRALUNGA

Confinement : le pessimisme et la défiance en nette progression

86% des sondés jugent les mesures prises par l'Etat pour protéger la santé des citoyens insuffisantes, voire très insuffisantes

Après plus d'une semaine de confinement combinée à une dramatique augmentation du nombre de décès en milieu hospitalier (+ 431 % entre le 15 et 22 mars, à la veille de nos enquêtes), les représentations des Français vis-à-vis de la pandémie de Covid-19 et leur perception du rôle joué par les autorités chargées de gérer la crise ont connu une brutale inflexion.

Le premier enseignement de l'enquête Ipsos-Sopra Steria pour le Cevipof, le centre de recherche de Sciences Po, menée auprès de 2 000 répondants, est une forte détérioration du moral des personnes interrogées. En l'espace d'une semaine, le pessimisme quant à l'avenir de la France progresse de plus de 4 points, passant à 39,5 %. Les conséquences du coronavirus sont graves sur le plan sanitaire par 89 % des répondants (+ 5 points), voire très gra-

ves pour 56 % des répondants (+ 9 points). Le niveau d'anxiété s'envole encore pour atteindre 50 % alors que l'espoir se tasse à 37 %. Seule éclaircie au tableau, la vie dans le foyer malgré le confinement est toujours considérée comme agréable par 36 % des répondants, bien que pour 50 % d'entre eux, la vie confinée ne soit ni agréable ni désagréable.

La période de confinement est fortement révélatrice d'inégalités sociales, au point de les creuser pour certaines catégories. Par exemple, les personnes sans emploi, isolées dans leur habitat, vivant seules, avec une santé déjà fragile ou résidant en milieu rural manifestent les formes les plus aiguës de pessimisme quant à l'avenir. La crise sanitaire vient, chez ces groupes sociaux, renforcer, voire accélérer, le spectre d'un horizon incertain, celui d'un déclasserement social.

Le deuxième enseignement est de nature politique et porte sur l'évaluation de l'exécutif. La satisfaction vis-à-vis de l'action du président de la République, déjà faible, est en recul de 4 points, à 22 %. L'insatisfaction quant à la gestion de la crise devient majoritaire (56 %), en progression de 10 points en une semaine.

Sentiment de colère

Ces éléments démontrent combien la période ne ressemble pas aux précédentes crises internationales où les premiers jours alimentent en général un effet dit de « rally-round-the-flag ». Ce principe de ralliement ou d'unité autour du chef implique une irrésistibilité dans la conduite des affaires et une adhésion totale à des mesures qui doivent être perçues comme cohérentes et justes. Or, en quelques jours, la perception des personnes interrogées

sur les mesures prises au sommet de l'Etat pour protéger la santé des citoyens s'est violemment dégradée. Ils sont désormais 59 % à les considérer comme insuffisantes, voire très insuffisantes pour 27 % (contre respectivement 42 % et 17 %, il y a sept jours).

Et ce sentiment concerne autant les sympathisants de La République en marche que ceux des oppositions. Pis encore, la gestion de la crise suscite une forte accélération du sentiment de colère (+ 10 points) pour près de la moitié des personnes interrogées (+7 points sur le total des sondés). L'activation de telles émotions renforce la polarisation de la société et morcelle encore un peu plus la cohésion sociale.

En outre, interrogés sur les décisions, plus des deux tiers considèrent trop tardifs le rétablissement des contrôles aux frontières, l'instauration de contrôles médicaux

et ou la fermeture des frontières de l'Union européenne.

Le principal reproche adressé à l'exécutif concerne les retards dans la fabrication, l'importation, le stockage et la distribution de masques de protection pour les personnels soignants. Près de 9 personnes sur 10 ne comprennent pas l'absence de tels matériels. Il en va de même de la distribution de tests de dépistage du virus. Seule la fermeture des crèches, écoles et universités est la mesure où une majorité (51 %) considère que le gouvernement n'a agi ni trop tôt ni tard.

Au-delà de l'évaluation de l'action passée, le principal handicap pour la gestion immédiate et future de la crise est la défiance profonde dont témoigne quasiment la moitié des interrogés : 48 % jugent probable que le gouvernement cache des informations aux Français sur l'épidémie.

Parce que le consentement au pouvoir n'est jamais acquis, il est fondamental que l'exécutif recherche, pour ses prochaines décisions, l'adhésion la plus large possible pour mener le pays, dans un premier temps, hors de la crise sanitaire, et, dans un second, de faire face à ses conséquences économiques. Le confinement produit aujourd'hui des effets invisibles, cumulatifs et préoccupants parmi les plus fragiles et les moins dotés en capital social et économique. ■

MICHAEL BECHER (PROFESSEUR ASSISTANT DE SCIENCES POLITIQUES, IAST & UNIVERSITÉ DE TOULOUSE CAPITOLE-1), SYLVAIN BROUARD (DIRECTEUR DE RECHERCHE À SCIENCES PO, CEVIPOF & LIEPP), MARTIAL FOUCAULT (PROFESSEUR À SCIENCES PO ET DIRECTEUR DU CEVIPOF) ET PAVLOS VASILOPOULOS (« MAÎTRE DE CONFÉRENCES » EN SCIENCES POLITIQUES À L'UNIVERSITÉ DE YORK)